

OFFICE NATIONALE DE L'ETAT CIVIL ET DE L'IDENTIFICATION (ONECI)

RECHERCHE

UN (E) CHEF DE SERVICE CONTRACTUALISATION

Placé sous la tutelle technique du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité et sous la tutelle financière du Ministre chargé du Budget, l'ONECI a été créé par le décret n°2019-458 du 22 mai 2019 pour la mise en œuvre de la politique de l'Etat Civil, de l'Identification, de l'Immigration et l'Emigration ainsi que de la production des titres sécurisés. Dans le cadre de l'exécution de ses missions, la Direction Générale de l'ONECI entreprend des actions d'enrôlement de masse avec le concours de l'Etat, des partenaires financiers et des partenaires au développement.

Le Registre National des Personnes Physiques (RNPP), institué par le Décret n°2018-454 du 09 mai 2018, est un système de traitement d'informations qui assure l'enregistrement, la mémorisation et la communication d'informations relatives aux personnes physiques, à travers un fichier national centralisant les données d'identification biométriques ainsi que l'ensemble des informations relatives à l'état civil des individus.

Dans le cadre de la gestion des contrats, la Direction des Moyens Généraux et des Ressources Humaines de l'ONECI lance un **appel à candidature externe** pour le poste de **Chef de Service Contractualisation**.

MISSIONS DU POSTE

Sous l'autorité du Sous-Directeur des Affaires Juridiques, le (la) **Chef de Service Contractualisation** s'assurera de garantir la sécurité des transactions contractuelles réalisées par l'ONECI. Il apportera son soutien opérationnel aussi bien en amont de la rédaction des contrats que dans le bon déroulement de leur exécution.

Activités principales :

- Analyse, négociation et rédaction des contrats (accord de confidentialité, contrat de prestation de service, conventions, baux, Memorandum Of Understanding, etc.) auxquels l'ONECI est partie et en faire le suivi ;
- Revue des contrats et documents contractuels, etc. ;
- Identification, prévention et maîtrise des risques contractuels et opérationnels au sein de l'ONECI ;
- Mise à jour de la contrathèque de l'ONECI ;
- Veille juridique et analyse des évolutions réglementaires et législatives ;
- Assistance et conseil des directions internes concernant la gestion contractuelle avec leurs partenaires ;
- S'assurer de la bonne exécution des clauses contractuelles, sous l'orientation du Sous-Directeur des Affaires Juridiques ;
- Proposition des modalités pratiques de gestion efficace des contrats ;
- Proposition de solutions permettant la prévention et le règlement des litiges contractuels ;
- Exécution toute autre tâche confiée par son supérieur dans le domaine de compétences.

PROFIL RECHERCHE

- Être titulaire d'un diplôme BAC+4/5 en Droit des affaires, sciences juridiques ou tout autre diplôme équivalent ;
- Avoir une expérience professionnelle de 4 à 5 années dans un cabinet d'avocats et / ou au sein d'une Direction Juridique est un atout.

QUALITES REQUISES ET APTITUDES PROFESSIONNELLES

Connaissances théoriques et techniques (Savoir) :

- Bonne capacité d'analyse et de synthèse ;
- Bonne capacité rédactionnelle ;
- Bonne capacité d'adaptation ;
- Parfaite maîtrise du droit des obligations, droit civil, droit des contrats et des techniques contractuelles, du droit international ;
- Bonne connaissance du domaine juridique relatif au secteur d'activité de l'ONECI ;

Qualités requises (Savoir être) :

- Aptitude à travailler en autonomie ou en équipe, et en interaction avec les différentes directions opérationnelles de l'entreprise ;
- Intégrité, objectivité, sens critique, respect de la confidentialité
- Rigueur et méthode ;
- Sens de la responsabilité ;
- Sens de l'organisation et de la réactivité ;
- Esprit d'analyse et de synthèse ;
- Discrétion ;
- Capacité à travailler efficacement sous pression

Merci de faire parvenir votre CV, une lettre de motivation et la copie scannée des diplômes et attestations/ certificats de formation à l'adresse suivante : recrutements@oneci.ci avec en objet la mention obligatoire **CHEF DE SERVICE CONTRACTUALISATION** , au plus tard le 15 octobre 2024 délai de rigueur.